

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 10 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/317		
DECHETS - CONTRAT D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR 2023-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/317

BUREAU DU 10 JUILLET 2023

**O B J E T : DECHETS - CONTRAT D'OBJECTIFS ENTRE LA
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET LA REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
2023-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Protection de l'Environnement du Développement Durable de la Transition Ecologique et Energétique du 14 juin 2023,

CONSIDERANT le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) adopté le 26 juin 2019 par l'Assemblée régionale et dont la portée est prescriptive dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

CONSIDERANT les objectifs régionaux à moyen terme, 2030, et à long terme, 2050, à destination des acteurs publics dans le domaine « 10 – prévention et gestion des déchets »,

CONSIDERANT les objectifs techniques du SRADDET dans le domaine de la gestion et de la prévention des déchets :

- Réduire de 10 % la production de l'ensemble des déchets non dangereux ménagers et d'activités économiques, dès 2025 par rapport à 2015. Cela représente un évitement de l'ordre de 600 000 tonnes en 2025 et 2031,
- Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation,
- Valoriser 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025,
- Valoriser 70 % des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020,
- Limiter en 2020 et 2025 les capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (- 30 % en 2020, puis - 50 % en 2025 par rapport à 2010),

CONSIDERANT que la Région a proposé aux Collectivités souhaitant s'engager dans la mise en œuvre opérationnelle de la planification des déchets de signer un Contrat d'objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie circulaire », constituant un engagement réciproque en faveur de la mise en œuvre des orientations et des objectifs de la planification régionale des déchets,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes du Contrat d'objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie circulaire » et ses annexes constituant le plan d'action de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière de déchets pour les trois prochaines années, entre la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le Contrat d'objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie circulaire » et tout document relatif à sa mise en place.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette délibération est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

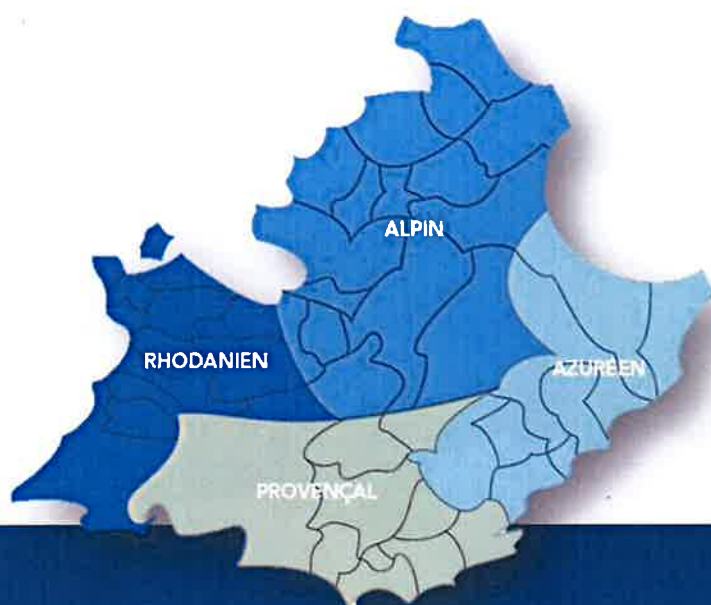
Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONTRAT D'OBJECTIFS METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - REGION

2023-2025 SUIVI DES OBJECTIFS

1. LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

1.1 Le territoire

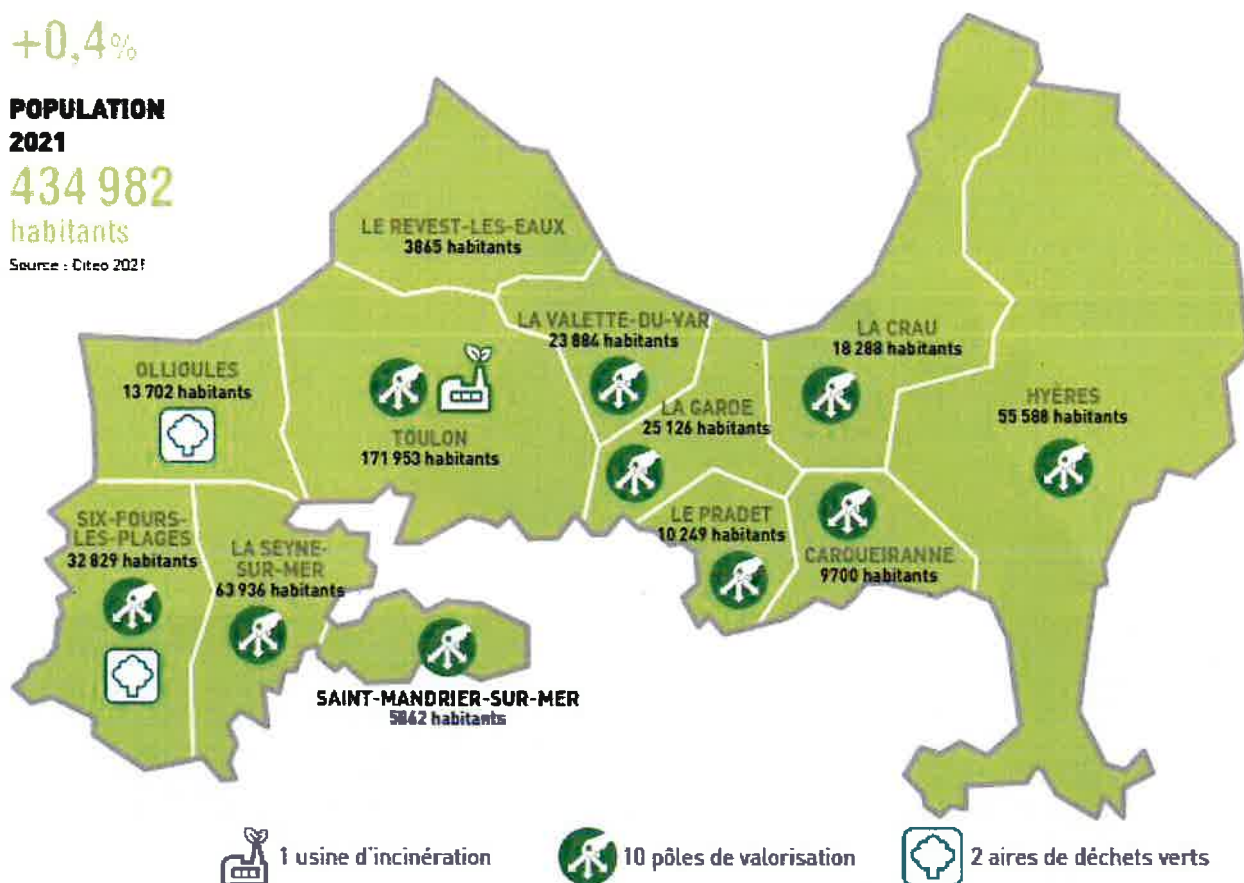
La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) couvre 12 communes et regroupe 434 982 habitants (population CITEO 2021) soit **41% de la population du Var**. C'est le troisième pôle urbain de la zone méditerranéenne après la Métropole Nice Côte d'Azur et celle d'Aix Marseille-Provence.

+0,4%

**POPULATION
2021**

434 982
habitants

Source : Citeo 2021



Le territoire a une superficie de 36 654 hectares et compte **200 km de littoral** (incluant les îles d'Hyères). Le territoire présente des communes **très densément peuplées** (Toulon 3960 hab/km², La Seyne-sur-Mer 2915 hab/km²) et des communes à densité plus faible, tout en restant bien au-dessus de la moyenne du département du Var.

1.2 Population et logement

La population globale augmente chaque année, entre 0,4 et 0,5% par an et la population de plus de 60 ans représente 31% des habitants sur la Métropole. Globalement, la population est stable, occupant le même logement sur de longues périodes, les familles avec enfants représentent 60% de la population, les retraités 1/3 des ménages.

80% des logements sont en résidence principale, nettement supérieur à la moyenne du Var qui s'établit à 68%. Les résidences secondaires représentent 12% des logements, bien que ce taux varie fortement selon les communes. Il augmente sur les communes du littoral, atteignant 46% à Saint-Mandrier et 31% à Six-Fours.

Les logements sur le territoire de la Métropole sont composés de 2/3 d'appartements (67%), contre 52% dans le Var. Les maisons représentent en tout 1/3 des logements (33%) contre 48% pour le département.

Les différences sont à noter parmi les communes très urbanisées ou touristiques avec une grande majorité d'appartements (Toulon, Saint Mandrier, La Seyne-sur-Mer, Hyères, la Valette-du-Var) et les communes à habitat plus pavillonnaire (Le Revest-les-Eaux, Ollioules, Carqueiranne)

De manière générale, 45% des résidences principales sont en location sur le territoire de la Métropole et 52% en propriété ce qui est différent des tendances départementales où les propriétaires sont plus nombreux (59%).

Parmi les 45% de locataires sur le territoire, 23% d'entre eux sont logés dans des Habitats à Loyers Modérés (HLM), ce qui représente 21 139 logements, contre 20% sur le département du Var.

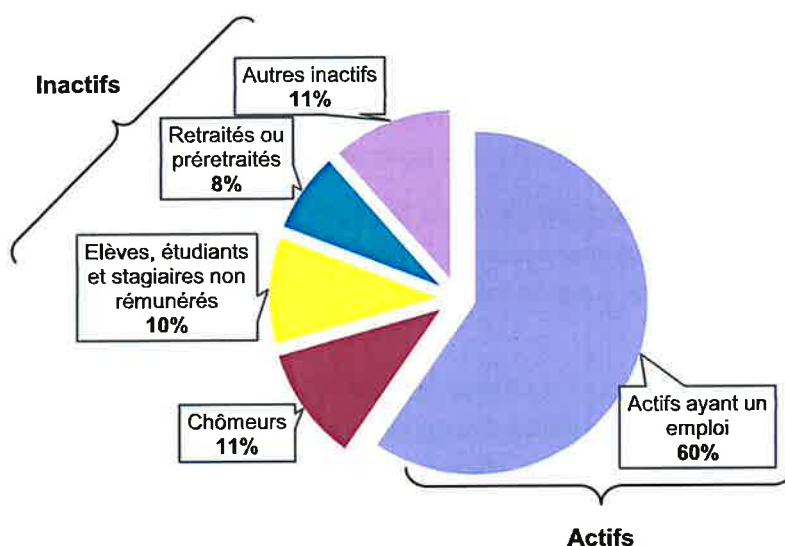
1.3 Catégories socioprofessionnelles

Le nombre d'actifs dans la population de 15 à 64 ans est de 183 287 soit 70,7% de la population totale. 60% des 15 à 64 ans ont un emploi.

Le graphique suivant présente la population de 15 à 64 ans par type d'activité. Sur un total de 259 406 habitants de 15 à 64 ans, la population active représente 70,7% soit 183 287 habitants. Parmi ceux-ci 11% sont au chômage. Le restant est inactif, c'est-à-dire qu'il s'agit d'élèves – étudiants – stagiaires non rémunérés (10,2%), de préretraités ou de retraités, et d'autres inactifs (personnes ne recherchant pas de travail par exemple).

Figure 1 : répartition de la population de 15 à 64 ans

REPARTITION DE LA POPULATION DE 15 A 64 ANS PAR TYPE D'ACTIVITE (RP2015)



Les retraités constituent la catégorie socio-professionnelle la plus présente sur le territoire (39 % des ménages) devant les employés (15 %).

Les salariés sont répartis dans plus de 64 000 établissements actifs dont plus de 84 % comptent moins de 10 personnes. L'agriculture ne représente que 0,5 % des plus de 169 000 emplois du territoire. Les commerces de proximités et les marchés forains sont nombreux et répartis sur l'ensemble de la métropole. On dénombre notamment 172 épicerie, 364 boulangeries, 157 boucheries charcuteries et 39 poissonneries. On trouve 8 hypermarchés, 64 supermarchés, 57 superettes et 129 fleuristes – jardinerie- animalerie. De plus, 45 marchés ont été identifiés sur la métropole (de 5 étals à 100 étals).

On compte également 229 cantines dans les établissements d'enseignement dans l'ensemble des communes. Enfin, on dénombre 65 zones d'activités.

Ainsi, la majorité des actifs du territoire travaille sur leur lieu de résidence et la majorité des établissements est associée au secteur du commerce.

Enfin, Toulon est leader en PACA de la construction navale à vocation militaire et particulièrement sa zone d'emploi est la deuxième plus importante concentration régionale d'emplois maritimes : 5 200 emplois.

1.4 Les Compétences

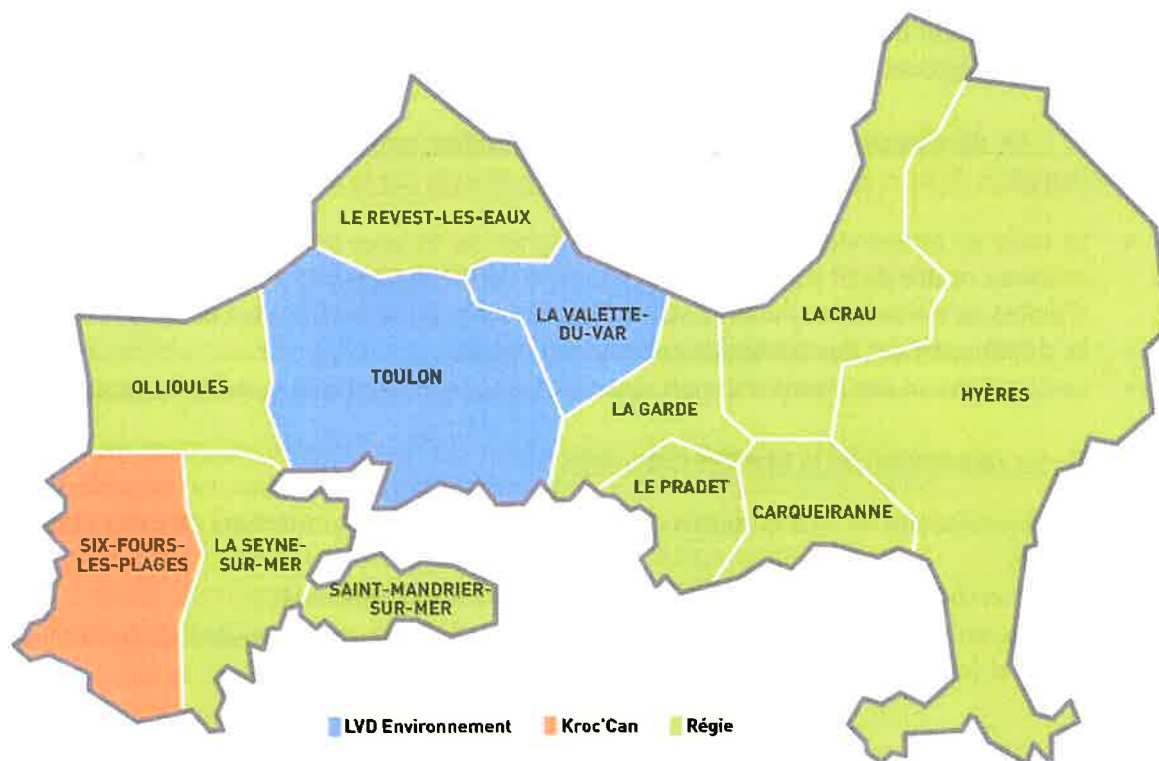
Au 1^{er} janvier 2017, comme prévu par la loi NOTRe, la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés a été transférée à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM). Le 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'Agglomération TPM est devenue la Métropole Toulon Provence Méditerranée, suite à la publication du décret du 28 décembre 2017. Le transfert concerne la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), à savoir :

- les marchés publics et contrats en cours engagés par chaque commune pour la collecte des déchets ménagers ;
- les personnels communaux en charge de la collecte des déchets ;
- les véhicules et matériels utilisés par les services communaux ;
- la gestion (haut et bas de quais) des 10 déchetteries et 2 aires de déchets verts à Ollioules et Six-Fours.

La compétence traitement et transport des DMA a été confiée au Syndicat Intercommunal de Traitement et de Transport des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) dès la création de TPM (2001). Le SITTOMAT gère une Unité de Valorisation Energétique (UVE) à Toulon, un quai de transfert à Hyères Les Palmiers, les marchés publics avec les prestataires : le centre de tri Paprec, la plateforme de recyclage du verre à La Garde et la plateforme de réception de l'acier/aluminium ainsi que les prestataires propriétaires de 2 plateformes de compostage.

Le SITTOMAT exerce également la compétence de bas de quai des pôles de valorisation (déchèteries), soit l'évacuation et le traitement des produits. C'est à ce titre que le syndicat a contractualisé par marchés publics les prestations pour le transport des bennes des déchèteries vers les lieux de traitement.

La Métropole est le maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux et de la gestion des déchèteries ou pôles de valorisation. Elle gère les installations soit en régie directe, avec ses propres agents (La Crau, Hyères, Carqueiranne, La Garde, Le Pradet, Ollioules, La Seyne, Saint Mandrier) soit en prestation, dans le cadre de marchés publics (Toulon, Six Fours, La Valette). Cette organisation est décrite dans la cartographie ci-après.



Carte des modes de gestion et des prestataires des déchèteries

1.5 La politique déchets de la Métropole TPM

1.5.1 Priorités pour la collectivité et mise en perspective des objectifs régionaux :

Le Projet Métropolitain de mai 2021 fixe les grandes orientations pour les années à venir regroupées autour de 3 axes ambitieux du développement durable. Les grands objectifs de la politique de gestion des déchets sont abordés dans l'ambition 1.7 – Lutter contre les pollutions sur le territoire. Ainsi, en cohérence avec la planification régionale, la réduction de la production de déchets et le développement du tri et de la valorisation sont les axes majeurs des projets à développer.

Priorité 1 - La réduction des déchets

Le Programme Prévention Déchets a été adopté le 24 février 2022 pour 5 ans, de 2022 à 2027. De nombreuses actions ont été menées en 2022 dont les distributions de composteurs, les ateliers de réparation et d'échanges, la sensibilisation des enfants au gaspillage alimentaire, les campagnes de communication sur la mer et les dépôts sauvages...

Au cours des trois prochaines années, la Métropole s'engage dans l'animation de son Programme Prévention Déchets et les 17 actions qui le composent. La mise en œuvre des actions est programmée année par année avec des objectifs de réduction précis et les moyens humains et financiers à y consacrer.

Les 3 leviers essentiels sont les suivants :

- Le déploiement de la redevance spéciale destinée aux acteurs économiques en lien avec l'objectif régional « Traçabilité des Déchets des Activités Économiques collectés par les Services Publics et facturation » ;
- La généralisation du tri à la source des biodéchets également en lien avec un objectif régional : « Mise en œuvre du tri à la source des biodéchets des ménages et de certains gros

producteurs » ;

- L'organisation du réemploi avec la construction des ressourceries de la Seyne et du Pradet (objectif régional de réemploi).

Priorité 2 - Le développement du tri et de la valorisation pour répondre à l'objectif régional d'« Amélioration du taux de valorisation des déchets collectés par le service public »

- La mise en œuvre des extensions des consignes de tri avec le SITTMAT et son projet de nouveau centre de tri (La Farlède) qui répond à l'objectif régional : « Favoriser la construction d'unités de traitement pour les déchets des ménages et des activités économiques » ;
- Le développement des bornes de collecte des textiles ;
- La densification des Points d'Apport volontaire pour le tri sur l'ensemble du territoire.

Priorité 3 – La valorisation de la Matière Organique

- La généralisation du tri à la source des biodéchets des ménages (déchets de table et déchets verts) ;
- La recherche et la mise en place de solutions pour les professionnels ;
- La mise en place d'une stratégie territorialisée associant plusieurs moyens de tri : utilisation locale et (ou) collecte.

1.5.2 Les chiffres

De 2010 à 2021 la quantité des déchets collectés sur MTPM a chuté de 2,8%, soit 18 kg/an et par habitant. Pour atteindre les objectifs nationaux et régionaux, il faudra continuer l'effort pour réduire encore les quantités de déchets à traiter de 62 kg en 2027, soit environ 10 kg/an/habitant.

Une étude du contenu de la poubelle d'Ordures Ménagères a été faite en 2019 et montre particulièrement que 28% de la poubelle est constituée de biodéchets, dont une grande partie est valorisable. Un des moyens à développer pour atteindre l'objectif est de détourner les biodéchets de la poubelle grise.

En 2021, 40 % des déchets ont été valorisés à l'usine d'incinération et 41% ont été traités en vue du recyclage et du réemploi.

1.6 Le budget de la compétence Déchets

En 2021, le budget général de la collectivité s'élève à environ 432 Millions d'euros en dépenses et 525 Millions d'euros en recettes (Rapport d'Activités 2021 MTPM).

Le budget déchets est intégré au budget général et il s'élève à 67 Millions d'euros en dépenses et à 77 Millions en recettes (Rapport d'Activités 2021 RPQS Déchets MTPM).

Evolution des coûts analytiques issus des matrices des coûts comptables 2019 - 2021

Année	OMR	CS	déchèteries	PAP des DV et encombrants	TOTAL
2019	39 813 481,00 €	7 619 780,00 €	9 569 501,00 €	5 023 137,00 €	62 025 899,00 €
2020	40 958 945,00 €	6 864 874,00 €	9 247 158,00 €	5 044 964,00 €	62 115 941,00 €
2021	43 488 929,00 €	8 049 792,00 €	9 570 181,00 €	5 330 687,00 €	66 439 589,00 €

PAP Porte à Porte, DV Déchets Verts

Les dépenses des principaux flux de déchets subissent une augmentation significative du fait de l'augmentation des tarifs des prestations.

1.7 La gouvernance

1.7.1 Les élus et les organes de conseil

Les élus

Le Bureau est composé du président et des vice-présidents de la métropole Toulon Provence Méditerranée. C'est une instance de décision. Le Bureau vote chaque projet, dans le respect de l'intérêt communautaire, examiné au préalable par les Commissions. Il vote sur délégation du Conseil métropolitain, et ses compétences sont fixées selon les termes d'une délibération du 14 avril 2014.

Instance de décision de la métropole, l'assemblée métropolitaine est composée des vice-présidents et des conseillers métropolitains de chaque commune, désormais élus au suffrage universel direct depuis les derniers scrutins municipaux en 2014. Son rôle est de voter les projets liés aux compétences de la métropole. Elle compte 81 conseillers métropolitains, conformément à l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, actualisé en janvier 2020, qui porte modification de la répartition des sièges entre les communes au sein de l'assemblée de TPM.

Depuis 2014, les élus intercommunaux sont élus au suffrage universel, lors des élections municipales. Les conseillers métropolitains sont élus au scrutin de liste secret à la proportionnelle, selon la règle de la plus forte moyenne.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la représentation des communes au sein du conseil métropolitain est définie en fonction de la population.

Répartition des sièges par commune	
Communes	Nombre de sièges
Toulon	33
La Seyne-sur-Mer	12
Hyères	11
La Garde	5
Six-Fours-les-Plages	6
La Valette-du-Var	4
Ollioules	2
La Crau	3
Le Pradet	2

Carqueiranne	1
Le Revest-les-Eaux	1
Saint-Mandrier-sur-Mer	1

Composée d'élus métropolitains, chaque commission élit un vice-président. Traitant chacune un domaine d'intervention particulier, les commissions jouent un rôle déterminant dans l'élaboration des projets et des actions de la métropole. Lieux de concertation, elles se réunissent en fonction d'un ordre du jour fixé par leur vice-président. Le Président de la Métropole est Président de droit de toutes les commissions.

Toulon Provence Méditerranée a instauré 11 commissions le 15 juillet 2020, chacune étant composée de 12 élus métropolitains.

- Commission Aménagement du Territoire, planification et stratégie foncière
- Commission Culture et Patrimoine
- Commission Politique de la Ville et Habitat
- Commission Espaces Publics et Proximité
- **Commission Protection de l'Environnement, Développement durable, Transition écologique et énergétique**
- Commission Finances et Administration générale
- Commission Attractivité économique et développement numérique
- Commission Innovation, Enseignement supérieur et Recherche
- Commission Jeunesse et Sports
- Commission Mobilités

Commission Protection de l'Environnement, du Développement Durable, de la Transition Ecologique et Energétique

La Commission Protection de l'Environnement, du Développement Durable, de la Transition Ecologique et Energétique est présidée par Monsieur Vincent, vice Président et se réunit une fois tous les deux mois. Les membres sont des élus métropolitains des 12 communes de la Métropole.

Conseil de développement

La collectivité MTPM est également appuyée par un Conseil de Développement qui donne des avis sur les projets d'envergure. Ainsi, le Programme de Prévention des Déchets a été présenté en Conseil de Développement au mois de janvier 2022 et a reçu un avis explicite et favorable à l'issue de la présentation.



Commission Consultative de Prévention Déchets

Réunie chaque année pour suivre la mise en œuvre du PLPDMA, la Commission Consultative réunit les partenaires de la collectivité : chambres consulaires, Etat, associations, partenaires techniques et financeurs (Ademe)

Comité d'orientation stratégique

Le Comité d'Orientation Stratégique réunit les élus communaux en charge du suivi des déchets sur leur territoire. Initialement invités à donner des conseils sur le transfert de la compétence collecte en 2016, ils donnent un avis sur les orientations et les priorités à suivre pour améliorer le service public et respecter les engagements de la collectivité.

1.7.2 Les services techniques

Les services en charge de la gestion des Déchets sont répartis en 12 antennes métropolitaines et une direction collecte et valorisation au siège de la Métropole.

LA DIRECTION GÉNÉRALE TERRITOIRES ET PROXIMITÉ	LA DIRECTION GÉNÉRALE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET VALORISATION DU TERRITOIRE
Compétences portées par les antennes métropolitaines de proximité : voirie, espace public, propreté, espaces verts, collecte des ordures ménagères.	Direction de la Collecte et de la Valorisation des Déchets et du Développement Durable
170 agents affectés à la prévention et à la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés	8 agents
Toulon - La Seyne-sur-Mer - Hyères Six-Fours-les-Plages - La Garde La Valette-du-Var - La Crau - Ollioules Le Pradet - Carqueiranne Saint-Mandrier-sur-Mer - Le Revest-les-Eaux	Mission stratégie et ingénierie Service Redevance Spéciale Service de gestion et de secrétariat Mission communication et valorisation

Les services se réunissent mensuellement dans un Comité Technique pour échanger sur les difficultés de terrain, partager les solutions locales et évaluer les résultats chiffrés des collectes et de la valorisation.

1.8 Les projets

1.8.1 La concertation

La Métropole impulse une dynamique entre les acteurs et participe aux initiatives des partenaires : Chambre de Commerce et d'Industrie (Syn'ergie), Chambres des Métiers, Chambre d'Agriculture. Une concertation locale sur les déchets organiques est engagée en décembre 2021 avec l'appui de l'ADEME. Il s'agit de construire une relation durable avec les acteurs économiques, organiser la complémentarité entre acteurs et produire avec les usagers un déchet de qualité pour sa réutilisation.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage également dans la labélisation économie circulaire.

Ainsi, les Directions Économie et Développement Durable ont lancé à l'automne 2021 la mobilisation des élus et des services pour recueillir les initiatives et présenter la candidature de TPM au label économie circulaire... La première étoile du label a été accordé par décision du Comité National au cours de l'automne 2022.

1.8.2 Zoom sur la labélisation économie circulaire

En quoi consiste la stratégie Economie Circulaire ?

Cinq axes sont abordés dans le cadre de la labélisation :

- AXE 1 – Stratégie globale – Les points forts de la Métropole TPM sont : la volonté affirmée de la collectivité et la gouvernance en place, la liste des plans et programmes qui intègrent l'économie circulaire, la forte implication de la direction du développement économique.
- AXE 2 – Le service Déchets – Les points positifs sont la bonne connaissance de nos flux de déchets et le vote du Programme Prévention Déchets en février 2022, l'amélioration à venir de la gestion des Déchets d'activités Economiques avec la mise en place de la Redevance Spéciale, ainsi que la maîtrise des aspects réglementaires.
- AXE 3 – Les autres piliers de l'économie circulaire – Les points forts sont le dynamisme pour identifier et développer des synergies inter-entreprises et la volonté de promouvoir les acteurs locaux.
- AXE 4 – Les Outils mis en place ou en cours ont été retenus comme des points positifs : la matrice comptacoût des déchets qui permet une analyse fine des coûts, la redevance spéciale pour les déchets d'activités économiques.
- AXE 5 – La coopération et l'engagement de la collectivité ont été salués par le constat de coopérations fortes sur le volet développement économique.

Avancement depuis la labélisation

De 2023 à 2026 les objectifs de la collectivité sont d'animer le dispositif, développer des actions et rendre compte en comité de pilotage, faire le suivi de la démarche et capitaliser pour le prochain audit qui se tiendra en 2026.

2. RAPPEL RÉGLEMENTAIRE ET OBJECTIFS À ATTEINDRE

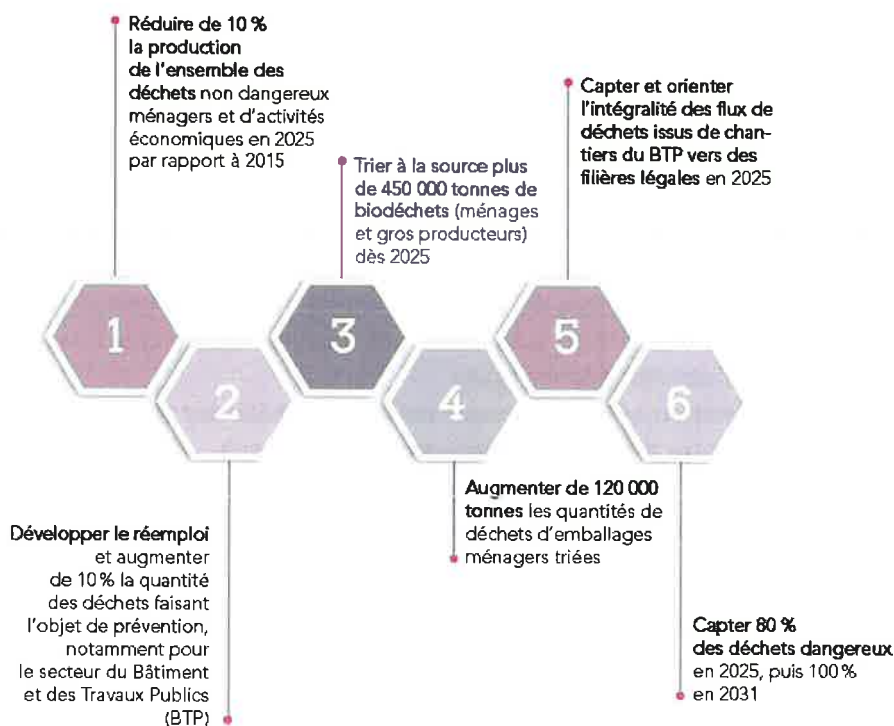
Le 26 juin 2019, les conseillers régionaux ont adopté le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Élaboré durant deux années en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire, ce document est intégré au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Il constitue une véritable feuille de route pour l'ensemble des acteurs du territoire concernés par la thématique déchets.

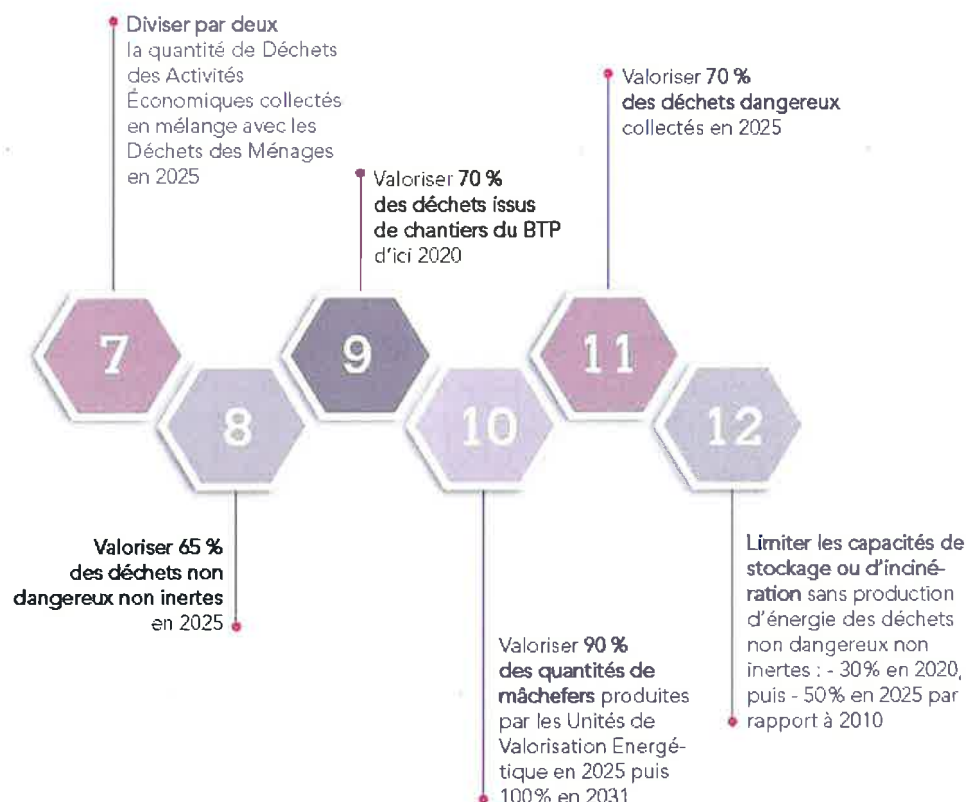
Le PRPGD définit les objectifs et les moyens à mettre en œuvre en matière de prévention, de réduction et de traitement des déchets, de recyclage, de réemploi et de valorisation de la matière. Il s'agit d'un document opposable pour l'ensemble des parties prenantes du territoire régional.

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence en matière de déchets est répartie entre trois acteurs institutionnels :

- La Région, qui définit les objectifs et fixe les moyens à mettre en œuvre notamment pour la prévention, la réduction et le traitement des déchets et qui coordonne, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.
- Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou métropoles qui sont chargés de la prévention, de la collecte et du traitement des déchets des ménages.
- Et l'État qui instruit les demandes et délivre les autorisations d'installation/modification des sites de traitement et de valorisation des déchets, contrôle les installations et exerce les pouvoirs de polices en matière d'Installation Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les objectifs à atteindre décrits dans le PRPGD sont présentés ci-dessous :





Objectifs du SRADDET de la Région Sud – Provence Alpes Côte-d’Azur

Ces objectifs sont à adjoindre avec les objectifs quantitatifs de la loi AGECE et aux contextes régionaux, présentés dans le tableau ci-dessous :

Objectifs de la Loi Agec	Conventions de calcul provisoires Indicateurs et unités	2010	2015	2020	2021	Objectif de la loi AGECE	Projections du SRADDET en vigueur
Reduction de 15% des <u>déchets ménagers et assimilés</u> produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010 (Article 3)	% de réduction des déchets ménagers et assimilés produits par habitant par rapport à 2010 <i>kg/hab. de DMA non dangereux non inertes</i>	0,0% 643,6 kg/hab.	-1,9% 631,2 kg/hab.	-4,1% 617,5 kg/hab.	-2,2% 629,6 kg/hab.	-15% en 2030 547 kg/hab.	-36% en 2030 424 kg/hab.
Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70% des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025 (Article 110)	% de DND produits en région et valorisés énergétiquement (UVE/CSR) Quantité annuelle (t)	-	44,0% 1 310 006 t	53,4% 1 392 727 t	50,1% 1 299 144 t	70% en 2025 non précisé	65% en 2025 1 365 299 t
Réduction des quantités de <u>déchets ménagers et assimilés</u> admis en installation de stockage à 10% des quantités produites en masse en 2035 (Article 10)	% de DMA non dangereux non inertes produits en région et stockés Quantités annuelles (t)	39,7% 1 271 416 t	32,1% 1 027 171 t	25,2% 791 193 t	26,1% 841 191 t	10% en 2035 Non précisé	9% en 2035 207 543 t
Quantité de déchets ménagers et assimilés faisant l'objet d'une préparation en vue de la réutilisation ou d'un recyclage	% de DMA (DND, DI et DD) valorisés (hors mâchefers) Quantités annuelles (t)	30,1% 1 084 397 t	32,7% 1 189 771 t	40,7% 1 457 848 t	41,7% 1 559 545 t	55% en 2025, 60% en 2030 et 65% en 2035 (en masse)	Non précisé l'objectif du SRADDET en vigueur vise 65% des déchets <u>non dangereux non inertes</u> valorisés en 2025 dont mâchefers

Les objectifs régionaux sont donc ambitieux, et nécessitent ainsi une mobilisation de l'ensemble des parties prenantes.

Les priorités à mettre en place pour l'atteinte de ces objectifs sont :

POUR LA COLLECTIVITE :

- Mise en œuvre des Programmes Locaux de Prévention des Déchets (obligation réglementaire en 2020) ;
- Mise en œuvre d'une traçabilité des Déchets des Activités Économiques collectés par les Services Publics et facturation (redevance spéciale) ;
- Mise en œuvre du tri à la source des biodéchets des ménages et de certains gros producteurs ;
- Amélioration du taux de valorisation des déchets collectés par le service public ;
- Favoriser la construction d'unités de traitement pour les déchets des ménages et des activités économiques

POUR LES ADMINISTRATIONS ET LES ENTREPRISES

- Mise en œuvre du tri : papier/cartons, métaux, plastiques, du verre, bois (depuis 2015), plâtre, fractions minérales, textiles (loi AGECL), biodéchets (depuis 2012)

2.1 Positionnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par rapport aux autres collectivités régionales

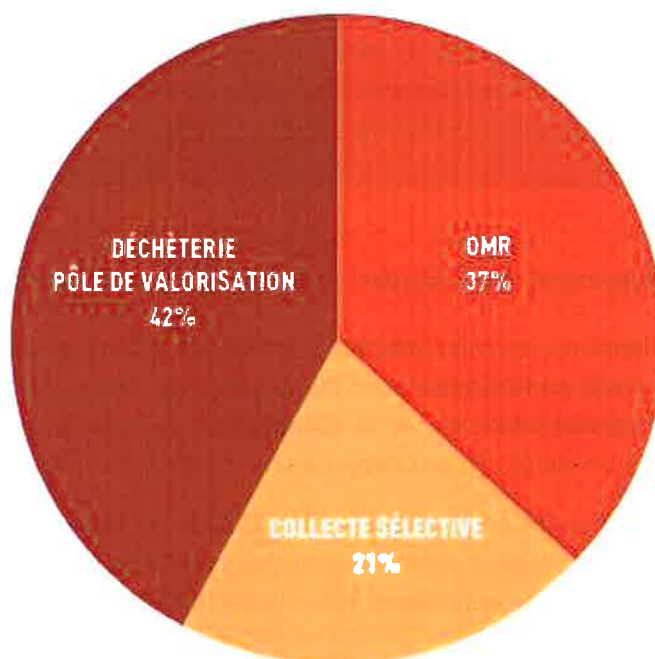
2.1.1 Collecte

Le présent paragraphe a pour objectif de situer la métropole en comparant ses ratios de collecte récents à ceux des collectivités voisines.

Les Déchets Ménagers Assimilés (DMA)

Globalement, 251 000 tonnes de DMA ont été collectées en 2021 sur la Métropole dont 96% ont été valorisés, 44% de valorisation matière et 52% de valorisation énergétique. Le détail des valorisations figure dans le tableau et le graphique suivants.

► **VALORISATION MATIÈRE**



► **VALORISATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES, DES OMR ET DE LA COLLECTE SÉLECTIVE**

TONNAGES	COLLECTÉS	VALORISATION ÉNERGÉTIQUE	VALORISATION DE LA MATIÈRE ET DE LA MATIÈRE ORGANIQUE
OMR	172 722	131 381	41 341*
COLLECTE SÉLECTIVE	27 225		23 332
POLE DE VALORISATION			
DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES	52 035		46 273
TOTAL	251 982	131 381	110 946

* 41 341 tonnes est le total du calcul suivant :

- **Mâchefers** : 56 256 tonnes de mâchefers au total pour le SITOMAT.
Calcul au prorata des OMR de la Métropole TPM (63%), soit 35 504 tonnes de Mâchefers d'Incinération des Ordures Ménagères (MIOM)
- **Ferreux et non ferreux** : 17033 tonnes de ferreux et 2233 tonnes de non ferreux au total pour le SITOMAT.
Calcul au prorata des OMR de la Métropole TPM (63%), soit 5837 tonnes valorisées.

3. LE PROJET DE MTPM POUR RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DU CONTRAT D'OBJECTIFS DÉCHETS RÉGIONAL

3.1 AXE 1 : Elaborer une stratégie globale de prévention et de gestion des déchets en cohérence avec la planification régionale

Cet axe 1 est constitué de 7 engagements clés qui sont décrits ci-après.

Ces engagements peuvent notamment se traduire en actions qui sont indiquées dans les encarts bleus. Ces encarts bleus associés à une étoile violette correspondent à des actions pour lesquelles une subvention régionale a été ou sera sollicitée par la Métropole. Cette information ne prévaut en rien sur l'attribution potentielle d'une subvention par la Région.



3.1.1 Engagement 1 - Adopter un PLPDMA conforme au décret 2015-662

En 2019, la Métropole lance un marché d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour l'élaboration de son PLPDMA ainsi qu'une étude de faisabilité pour l'installation de ressourceries sur le territoire afin d'atteindre l'objectif régional « développer le réemploi et augmenter de 10% la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation ».

En 2021, en réponse à l'appel à projet « Biodéchets 2020 » de l'Ademe et de la Région Sud, la Métropole met également en place sa stratégie biodéchets basée sur le PLPDMA et complémentaire à la concertation sur les matières organiques selon la méthode Concerto qui a démarré en mars 2022.

Le PLPDMA a été adopté par l'Assemblée plénière le 24 février 2022 et comporte 17 actions à mettre en place entre 2022 et 2027.

La stratégie de prévention décrite dans le Programme répond aux objectifs régionaux. En effet, les objectifs fixés dans le SRADDET ont été pris en compte dans le PLPDMA, notamment :

- Réduire de 10 % la production de l'ensemble des Déchets Non Dangereux des ménages et des activités économiques, dès 2025 par rapport à 2015 : soit -1% de diminution par an ;
- Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation ;
- Améliorer la traçabilité des déchets d'activités économiques afin de diviser par deux leur quantité collectée en mélange avec les Déchets des Ménages pour faciliter la mise en œuvre du décret 9 flux dès 2025 (différencier les flux de déchets des activités économiques collectés avec les DMA).

Rappel sur le PLPDMA

Le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) est devenu obligatoire le 1er janvier 2012 et ce document clé des stratégies locales est ainsi passé d'un dispositif volontaire et contractuel à un cadre essentiellement légal.

Le PLPDMA n'est « plus limité dans le temps » par une démarche contractuelle, mais « permanent, modifiable et révisable » (comme un document d'urbanisme, par analogie).

Les objectifs de réduction visés par le PLPDMA de MTPM sont les suivants :

ANNEE	BASE	DIAGNOSTIC	SRADETT	PLPDMA (2022-2027)	Fin période 15 ans AGECE (2010-2030)
	2010	2019	2025	2027	2030
RATIO TOTAL DMA (hors balayures) et objectifs AGECE avec -15% sur 20 ans	642 kg/hab/an	632 kg/hab/an	585 kg/hab/an	570 kg/hab/an	540 kg/hab/an

Tableau n° 1 : objectifs du PLPDMA (source données 2010 à 2019 : SITTMAT Données consolidées)

ACTION 1 : Mise en œuvre actions 9 et 10 du PLPDMA – Lutte contre le gaspillage alimentaire des particuliers, des écoles des restaurants et des marchés forains

Objectifs : Réduction des OMR de 13kg/hab/an à l'échéance du PLPDMA en 2027. Cette action va contribuer à réduire de 50% le gaspillage alimentaire d'ici 2025.

Comment : Lutte contre le gaspillage alimentaire dans les écoles et sensibiliser tous les acteurs aux enjeux de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Recenser les associations qui œuvrent dans le don alimentaire et identifier les marchés forains qui pourraient faire l'objet d'un partenariat

Quand : début 2023 à fin 2025

Combien : 19 500 €



3.1.2 Engagement 2 - Disposer d'une connaissance parfaite des coûts en 2022 via l'application « Comptacoût »

Depuis 2019, la Métropole remplit en interne la matrice Comptacoût grâce à un travail d'équipe : direction opérationnelle, ingénierie, comptabilité.

ACTION 2 : Comptacoût – Poursuivre la démarche, exploiter les résultats

La Métropole améliore la matrice chaque année et en 2022 particulièrement avec la direction des finances qui élabore le compte administratif de la collectivité. L'objectif est de traiter et analyser les résultats pour proposer des arbitrages de pilotage éclairés.

3.1.3 Engagement 3 - Définir une stratégie de collecte et de traitement pour une prise en charge différenciée des DAE assimilés aux déchets des ménages

Depuis 2017, date du transfert de la collecte, la Métropole a reconduit les dispositifs communaux de gestion des flux d'activités économiques :

- Redevance Spéciale pour les professionnels de Toulon et Hyères ;
- Redevance camping pour Carqueiranne, La Crau, Le Pradet et Six Fours ;
- Collecte des OMR de la Zone d'Activités Economiques de l'AFUZI (La Garde et La Crau) et collecte sélective et OMR sur le territoire de l'ADETO (La Seyne Ollioules et Six Fours), Valcoeur à La Valette et La Crau'pôle à La Crau ;
- Collecte du verre en centre-ville de Toulon.

La stratégie concernant les Déchets d'Activités Economiques vise :

- La réduction de la prise en charge par le service public des déchets en mélange dans les ordures ménagères résiduelles ;
- L'augmentation du recyclage et de la valorisation des DAE sur le territoire.

Pour ce faire, MTPM décline un plan de développement en 3 parties :

1. Le vote du principe de généralisation de la Redevance Spéciale afin d'harmoniser les règles sur les 12 communes concernant la collecte et le traitement des OMR (délibération du 30 septembre 2021)
2. Une stratégie de déploiement en 4 points (2023) :
 - a. Harmonisation des règles sur les ZAE
 - b. Contact direct avec les « moyens producteurs » qui recherchent une solution de proximité
 - c. Démarchage systématique des entreprises de centre-ville
 - d. Déploiement de Points d'Apports Volontaires destinés aux professionnels
3. L'accueil des professionnels sur les déchèteries publiques sous conditions tarifaires, hors professionnels du BTP conformément au règlement des déchèteries approuvé le 27 mars 2018. Depuis 2021 l'accès aux déchèteries est régulé par un système de contrôle d'accès informatisé par carte magnétique. La carte est fabriquée et distribuée sur simple demande.

3.1.4 Engagement 4 - Généraliser la Redevance Spéciale pour les entreprises à l'horizon 2022

La Métropole met en place un règlement de collecte métropolitain en remplacement des règlements communaux qui avaient été adoptés par l'assemblée suite au transfert en 2018.

Ce règlement unique regroupe les modalités relatives aux collectes en porte à porte, en point d'apport volontaire et en déchèterie et porte en annexe le règlement de redevance spéciale applicable aux professionnels. Le règlement a été négocié en 2022 et il a été adopté en Conseil Métropolitain le 23 mars 2023.

ACTION 3 : Mise en place de la redevance spéciale

Objectifs :

- Démarcher les opérateurs économiques
- Garantir une équité de traitement sur le territoire
- Développer le plan de communication et la pédagogie pour responsabiliser les professionnels et réaliser un accompagnement technique
- Mettre en place les nouvelles règles tarifaires et modalités de collecte.

Comment : Recrutement de 3 agents dont un chef de service, un chargé d'opération déchets et un gestionnaire de contrats ainsi que 3 emplois civiques.

Quand : début 2023.

Combien : 60 000 €



3.1.5 Engagement 5 - Définir une stratégie pour le déploiement de la tarification incitative pour faire évoluer les comportements des usagers et mettre en œuvre des territoires d'expérimentation

La réflexion pour la mise en œuvre de la tarification incitative est un des axes importants du Programme Local de Prévention des DMA et sera lancée en 2026.

Ce projet complexe, alliant technique et fiscalité, et prenant en compte les spécificités du territoire devra passer nécessairement par une phase d'étude par un cabinet spécialisé afin d'identifier le fonctionnement optimal selon le type d'habitat et préconiser les territoires d'expérimentation.

3.1.6 Engagement 6 - Généraliser le tri à la source des biodéchets alimentaires (ménages et gros producteurs) dès 2024

La généralisation du tri à la source des biodéchets est un axe prioritaire de la stratégie déchets de la Métropole. Une stratégie spécifique a été élaborée.

Pour mémoire, rappelons que le tri à la source des biodéchets est une obligation pour les gros producteurs depuis le 1er janvier 2012 (loi 2010 788 - Grenelle 2 - juillet 2010 - article 204). La loi de lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10/02/2020 insère un nouveau seuil pour les producteurs de plus de 5 t/an de biodéchets qui auront alors l'obligation de trier à la source leurs biodéchets à compter du 1er janvier 2023.

L'obligation s'étend aux biodéchets des ménages à compter du 1^{er} janvier 2024.

Dès lors, la Métropole doit compléter le dispositif existant de distribution de composteurs et lombricomposteurs pour répondre à l'exigence réglementaire qui s'imposera à elle à compter du 01/01/2024 (Code de l'Environnement Art. L541-21-1).

Ainsi, la stratégie biodéchets de MTPM se décline en actions hiérarchisées au sein de 3 thèmes :

- La Mise en œuvre des mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire et pour favoriser le don (PLPDMA – Actions 9 et 10). Ces actions sont développées en Action 1 du présent contrat ;
- Le Lancement des actions Prévention du PLPDMA concernant les biodéchets – (Actions 6 à 8 sur le compostage et le broyage) ;
- Les Collectes séparées des biodéchets à planifier avec la collecte multimatériaux. En 2022 la Métropole a lancé l'Extension des Consignes de Tri avec le SITTOMAT, et au cours de l'année 2023 lance une phase de test sur la commune de La Valette pour la collecte séparée des biodéchets. Selon les besoins des entreprises et les capacités locales de traitement, la collecte pourra être étendue aux biodéchets des entreprises.

Le déroulé de la stratégie est le suivant :

1. Au cours de l'année 2023, la Métropole lance les deux premiers thèmes afin d'engager la généralisation du tri à la source par des actions concrètes : moyens de distribution et de suivi dédiés, validation de la procédure d'acquisition et de distribution des composteurs, broyeurs à déchets verts dans quelques déchèteries, politique de subvention de broyeurs aux particuliers.
2. Au second trimestre 2023 et afin de travailler sur la surface totale du territoire, la Métropole lance l'étude stratégique dont le but est d'évaluer l'intérêt **d'une collecte** des biodéchets en proposant plusieurs scénarii.

Par une analyse fine des résultats par commune, trois objectifs sont recherchés :

- a. De réaliser un bilan des composteurs en place et des tonnages détournés des OMR,
 - b. De faire une prospective des tonnages basée sur le développement des thèmes 1 et 2 (lutte contre le gaspillage, développement du parc de composteurs, communication associée).
 - c. De proposer des zones de collecte séparée, en spécifiant les usagers concernés, le matériel de pré-collecte adapté aux différents habitats, le matériel de collecte, l'impact sur le service (fréquence de collecte, gains attendus d'une baisse de tonnage des OMR sur les charges de collecte et traitement de ce flux) et la proximité de l'exutoire de traitement.
3. Mise en œuvre d'un test de collecte sur la commune de La Valette en 2023.
 4. Mise en œuvre du scénario retenu de généralisation du tri à la source en 2024.

Pour ce faire, la Métropole a identifié 5 actions distinctes décrites ci-après.

ACTION 4 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la stratégie métropolitaine de tri à la source des biodéchets et sa mise en œuvre

Objectifs :

- Réaliser le diagnostic, état des lieux et le recueil d'informations complémentaires sur les pratiques de la métropole ;
- Proposer des scénarii possibles pour la mise en œuvre d'une stratégie « biodéchets » spatialisée et aide à la décision pour le choix d'un scénario ;
- Mise en place d'un plan d'actions et définition d'une zone test en vue de valider le scénario à mettre en œuvre ;
- Proposer le montage administratif, la rédaction du ou des DCE nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie retenue jusqu'au lancement du (des) marchés. ;
- Prévoir une communication digitale avec l'outil TRIZZY, action 3 du PLPDMA création d'une plateforme numérique.

Comment : Rédaction du marché en interne et suivi par les agents de la Direction Déchets.

Quand : Lancement juin 2023.

Combien : 54 000 € TTC d'étude stratégique (dossier n°2022_08289) et 85 000 € d'outils de communication digitale TRIZZY dossier non déposé.



ACTION 5 : Mise en œuvre de l'action 8 du PLPDMA : « promouvoir et mettre en place des opérations de broyage des végétaux »

Objectifs : Suite à la mission de l'AMO ci-dessus, un prestataire est désigné pour assurer l'animation du dispositif et la communication associée

Comment : Elaboration d'un marché public

Quand : début 2024.

Combien : 22080 € TTC pour la prestation de broyage (dossier n°2022_08289)



ACTION 6 : Mise en œuvre de l'action 6 du PLPDMA : « Organiser un service d'accompagnement au compostage individuel »

Objectifs : Prestation d'accompagnement au compostage à domicile, communication, formation, et fourniture de composteurs individuels et de lombricomposteurs.

Comment : Elaboration d'un marché public

Quand : Début 2024.

Combien : 242 318 € TTC de prestations relatives au compostage domestique (dossier n°2022_08289) et 321 720 € HT d'équipement (dossier n°2022_11258).



ACTION 7 : Mise en œuvre de l'action 7 du PLPDMA : « Organiser un service d'accompagnement au compostage collectif, partagé ou pédagogique »

Objectifs : Prestation d'installation de sites, prestation d'accompagnement du compostage partagé, communication et formation / animation du réseau avec des ateliers.

Comment : Elaboration d'un marché public

Quand : Début 2024.

Combien : 112 368 € TTC de prestations relatives au compostage partagé (dossier n°2022_08289) et 32 400 € HT d'équipements (dossier n°2022_11258)



ACTION 8 : Opération test de collecte des biodéchets en Points d'Apport Volontaires sur la commune de La Valette

Objectifs : - Prestation de collecte et de traitement incluant le matériel de pré-collecte des biodéchets dans le cadre d'une expérimentation en PAV

- Développer le plan de communication et la pédagogie
- Prestation de caractérisation en fin d'expérimentation

Comment : Elaboration d'un marché public

Quand : Début 2024.

Combien : - **Fonctionnement 194 015 € TTC** (dossier n°2022_08289 : prestations collecte et traitement expérimentation 110 015 € TTC, prestation communication et sensibilisation 42 000 € TTC, caractérisation en fin d'expérimentation 42 000 € TTC)

- **Investissement 89 630 € HT** (dossier n°2022_11258 : achat de bacs et de bioseaux 2000 € HT, achat d'abrisbacs 87 630 € HT)



3.1.7 Engagement 7 - Augmenter les quantités de déchets d'emballages ménagers triés et atteindre les performances nationales 2015 de collectes séparées des emballages par typologie d'habitat

Le traitement et la collecte en Points d'Apports Volontaires des emballages ont été confiés au SITTOMAT. La Métropole gère la collecte en porte à porte des emballages. Nous avons mis en place l'extension des consignes de tri des plastiques en mars 2022. La stratégie consiste à simplifier le geste de tri pour améliorer les performances et atteindre les objectifs régionaux.

En parallèle, le projet de construction d'un nouveau centre de tri porté par la SITTOMAT suit son cours et devrait voir le jour d'ici 3 ans environ. Le terrain de la future construction est acquis et le groupement d'études pluridisciplinaires titulaire de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est désigné.

En attendant l'ouverture de l'établissement et depuis mars 2022, les emballages ménagers sont effectivement collectés en bi-flux, incluant la collecte séparée des déchets fibreux (papiers, cartons, briques alimentaires) d'une part et des emballages non fibreux d'autre part (tous les emballages plastique auxquels les emballages métalliques ont été ajoutés).

Cette évolution constitue une première étape de simplification du tri des emballages vers le passage à une collecte en multimatériaux en 2025, une fois le centre de tri du SITTOMAT réalisé. A cette échéance, l'ensemble des emballages sera collecté en monoflux, réunissant dans un même contenant carton et plastique.

Le parc des bacs évolue chaque année afin de suivre l'accroissement de la population : en 2021, environ 69 000 bacs individuels pour le plastique et 65 000 bacs individuels pour le papier et le

carton sont en cours d'utilisation sur le territoire. Les chiffres relatifs aux points d'apport volontaires sont les suivants : 686 bornes de collecte du papier et du carton et 662 bornes pour le plastique, 1165 pour le verre.

L'information du public est prise en charge par le SITTOMAT en partie et également par la Métropole au moyen de l'outil digital TRIZZY qui est mis à jour en temps réel et affiche toutes les informations utiles concernant les points de collecte, les fréquences, etc...

3.2 AXE 2 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme et leur programmation budgétaire répondant à l'axe 1

3.2.1 La planification des équipements dans les documents d'urbanisme

a. Les documents de planification et le règlement de collecte Métropolitain

Le Schéma Directeur des Energies a été approuvé en septembre 2022 et le PCAET a été « arrêté » lors de la même séance, avant avis des services de l'Etat dont l'Autorité Environnementale puis la mise en consultation du public. A l'issue, l'adoption définitive interviendra en Conseil Métropolitain au cours de l'année 2023.

A noter que le PCAET porte un axe 7 qui regroupe l'ensemble des mesures du PLPDMA en lien avec les domaines de l'énergie, des émissions de GES, de production d'ENR d'amélioration de la qualité de l'air, d'adaptation au changement climatique, et d'augmentation de la séquestration du carbone (PCAET - Plan d'actions, pages 150 à 193 – Axe 7 – Pérenniser les activités économiques du territoire en renforçant l'adaptation au changement climatique).

Le Schéma de Cohérence Territoriale version « Grenelle » est opposable depuis le 4 décembre 2019 et actuellement en révision par décision du Syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée prise en 2020. Les objectifs du futur SCoT PM 3 sont d'intégrer les nouvelles dispositions légales (loi ELAN), de mettre le SCOT en compatibilité avec notamment le SRADDET dans sa version modifiée en 2023, de prendre en compte le nouvel environnement normatif et notamment la loi climat et résilience et d'actualiser les pièces du SCoT avec les nouvelles études et données du territoire. En 2023, ces dispositions ont été présentées aux 12 communes ainsi que les sites identifiés espaces d'accueil d'activités métropolitaines et les orientations de localisation préférentielles des activités économiques et de services. Les projets métropolitains concernant la prévention et la collecte des déchets (Actions 9 et 10 du présent dossier) sont en cours d'intégration aux documents d'urbanisme (ressourcerie du Pradet) ou déjà intégrés (ressourcerie de la Seyne). Les éventuels futurs projets seront à prendre en compte quand les dispositions générales seront adoptées et dans le futur PLUI.

Un nouveau règlement de « prévention, collecte et valorisation des déchets » a été travaillé au cours de l'année 2022 dans un souci d'harmonisation de la collecte et des déchèteries à l'échelle métropolitaine, et sera présenté en Conseil au cours de l'année 2023. Les modifications majeures par rapport aux règlements communaux issus du transfert de la compétence en 2017 consistent à harmoniser les devoirs des ayants droits au service public de gestion des déchets et de prévention sur les 12 communes, ainsi que rendre le compostage obligatoire, soit individuel soit collectif « selon les moyens mis à disposition gratuitement par la Métropole ». Il est prévu qu'un fois adopté par l'Assemblée Métropolitaine, ce règlement soit annexé au futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Métropole dont la phase d'élaboration débute au second semestre 2023. Il s'agira du premier règlement métropolitain des Déchets Ménagers et Assimilés.

b. La rénovation des déchèteries/pôles environnementaux

Depuis 2017, un effort important de mise aux normes des pôles de valorisation a été mené, en relation étroite avec les services de l'Etat :

- Mesures sécuritaires d'urgence notamment sécurité incendie (tous les sites) ;
- Dossiers d'enregistrement des établissements ;
- Travaux de sécurisation pour l'accueil du public et d'amélioration des conditions de travail des agents (La Garde, La Valette, Hyères, La Seyne, Le Pradet, Six Fours et Saint Mandrier) ;
- Travaux de mise aux normes de l'assainissement (Saint Mandrier, Six-Fours).

De plus, des travaux d'amélioration ont été conduits afin de moderniser les sites, notamment Toulon et La Crau en 2021, selon un plan pluriannuel valorisé à hauteur de 3 millions d'euros par an.

Deux projets d'envergure sont programmés :

- La construction d'une déchèterie avec ressourcerie à La Seyne sur mer.
- La construction d'une déchèterie avec matériauthèque au Pradet.

ACTION 9 : Construction d'un pôle de réemploi et de valorisation des déchets à La Seyne-sur-mer

Objectifs : - L'équipement actuel est situé dans une zone à forte densité de population et crée des nuisances et des risques importants. Son extension et sa modernisation sont inenvisageables sur le site actuel, trop contraint par des activités périphériques préexistantes. La nouvelle construction, située rue Estienne d'Orves à La Seyne sur un terrain nu, doit permettre de répondre aux objectifs de lutte contre le gaspillage et le développement de l'économie circulaire inscrits dans la loi AGECE (10/02/2020) et le Plan Régional Déchets intégré au SRADDET de la Région Sud Paca (26/06/2019). L'équipement sera construit sur une parcelle de 5309 m² propriété de MTPM et située à proximité de la D18. L'objectif est de construire un pôle d'activités et de services qui aurait pour fonctions : le dépôt d'objets et de matières (déchèterie) et toutes les fonctions d'une ressourcerie avec : la sensibilisation au tri et au réemploi, l'échange de bonnes pratiques, des services avec la distribution de bacs et de composteurs, le don, le partage de biens sur le principe de l'économie de la fonctionnalité, la reprise de ressources comme le compost, le bois..., la réparation. L'espace ressourcerie sera constitué d'un bâtiment fermé de 400 m² pour la vente d'objets, d'une zone couverte de 1500 m² pour le dépôt, le tri et la réparation des objets et des matières à réemployer.

- Dès 2018, la collectivité a décidé de mutualiser les équipements et d'ouvrir les déchèteries à l'ensemble des administrés des 12 communes. De plus, les tonnages déposés en déchèterie ont augmenté de 33% entre 2010 et 2019 et continuent à augmenter. Cette performance est due à l'amélioration du geste de tri mais aussi à l'accroissement de la population. Le territoire nécessite des équipements dimensionnés aux enjeux d'accueil et de développement durable, accessibles à tous les citoyens. Le pôle de valorisation de La Seyne permettra de répondre à ces enjeux dans le but d'atteindre les objectifs de réemploi régionaux.
- Plus qu'un espace de collecte et de réemploi, la nouvelle déchèterie et sa ressourcerie permettront de continuer l'acculturation de la population à la prévention des Déchets, conformément au PLPDMA 2022-2027.
- Le pôle comprend 3 zones : un bâtiment fermé de 400 m² pour la vente d'objets, une zone couverte de 1500 m² pour le dépôt, le tri et la réparation des objets et des matières à réemployer, une zone de valorisation pour stocker les objets et matières à recycler.

Comment : Maître d'œuvre désigné en 2021, la phase projet est en cours depuis novembre 2022.

Quand : Travaux prévus du 3^{ème} trimestre 2023 au 3^{ème} trimestre 2024

Combien : 2 392 000 €



ACTION 10 : Construction d'un pôle de valorisation et de réemploi au Pradet

Objectifs : - Atteindre les objectifs régionaux de développement de l'économie circulaire ;

- Promouvoir la prévention déchets pour les matériaux et les objets ainsi que pour les déchets verts ;
- Contenir l'augmentation des coûts de traitement par la baisse des tonnages à traiter ;
- Apporter un service de qualité et innovant ;
- Changer les comportements vis-à-vis du « déchets ».

Comment : Marché de maîtrise d'œuvre à intervenir courant 2023

Quand : Mise en compatibilité du PLU lancée en février 2022. Travaux prévus du 1er trimestre 2024 au 1er trimestre 2025

Combien : 1 728 000 €



ACTION 11 : Achat de broyeurs à déchets verts pour les pôles de valorisation

Objectifs : L'objectif est d'équiper 4 pôles de valorisation en 3 ans : Hyères, La Seyne, Toulon, Le Pradet. L'opération de développement du broyage a été planifiée dans le cadre de l'action 8 du PLPDMA et vise à atteindre l'objectif d'équiper toutes les communes de broyeurs en 2027 (12). Aujourd'hui une seule commune est équipée (Saint-Mandrier). A terme, la totalité des déchets verts déposés en pôle de valorisation sera broyée.

Comment : Phase de préparation du marché : moyens humains en place à la Métropole et dans les antennes, validations techniques et financières, attribution du marché et planification de la livraison. Puis, organisation technique de l'installation, mise en place et démarrage du dispositif.

Quand : 2023 Phase de préparation du marché courant 2023, planning d'installation en fonction du planning fournisseur sur 2024 et 2025.

Combien : Achat et travaux d'installation des broyeurs 805 000 €.



ACTION 12 : Rénovation et mise aux normes du pôle de valorisation de Hyères

Objectifs : Réaliser les mises aux normes environnementales, de sécurité et améliorer les conditions d'accueil des citoyens et de travail des agents. Le pôle de valorisation de Hyères permettra de répondre aux objectifs de tri et de recyclage avec 27 types de déchets à recycler sur cette nouvelle déchèterie ainsi qu'un conteneur de réemploi.

Comment : Maître d'œuvre désigné en 2021, consultation en cours pour le marché travaux.

Quand : Travaux prévus du 1er trimestre 2023 au 1er trimestre 2024

Combien : 1 150 000 € de dépenses éligibles financés par l'Etat et la Région (dossier n°2022_12018)



3.3 AXE 3 : Adhérer au minimum à un des différents réseaux régionaux de prévention

La Métropole met un point d'honneur à participer aux réunions des réseaux en visioconférence pour apprendre de ces échanges et communiquer sur nos propres expériences.

Particulièrement en 2022, nous sommes intervenus à trois reprises : deux fois pour le réseau A3P sur le thème Concerto pour rendre compte du déroulement de la démarche en cours sur le territoire. Les interventions ont eu lieu le 5 juin et le 17 novembre.

De plus, un lien étroit s'est tissé avec les services de la Région qui gèrent les programmes Life ([Life IP smart waste]. C'est dans ce cadre qu'une intervention en visio a été réalisée au cours de l'Atelier #37 - « Comment améliorer les coopérations entre les autorités compétentes pour prévenir et empêcher les abandons de déchets et pour faire disparaître les dépôts illégaux de déchets ? ».

ACTION 13 : Adhésion à l'Association Régionale des Ressourceries (ARR) en 2023

L'ensemble des réseaux est au cœur de l'actualité de la direction des déchets de la Métropole.

Le choix se porte sur l'association régionale des ressourceries (AAR) qui a déjà accompagné la Métropole en 2019 lors de l'étude de « faisabilité pour la mise en place et la gestion d'une ressourcerie » inscrite au programme d'actions du Life IP smart waste.

Compte tenu de l'avancement du projet de La Seyne sur mer, il s'agira au cours de l'année 2023 de mobiliser le réseau du réemploi local et identifier un chef de file parmi les associations existantes. Une large concertation doit être organisée pour présenter le projet. Il faudra en amont mener un travail collaboratif avec le réseau pour analyser et proposer une organisation de la gestion du futur établissement et ce, dès le second semestre 2023.

L'adhésion de la métropole à l'AAR sera présenté au conseil métropolitain le 6 juillet 2023.

3.4 AXE 4 : Adhérer à la charte régionale zéro plastique

La Métropole a décidé de s'engager dans des mesures de prévention pour détourner les déchets telluriques qui dérivent en mer. Une action du PLPDMA, Action 17 – Soutenir des actions en lien avec la lutte contre les déchets marins, décrit pas à pas le travail à mener avec deux thèmes prépondérants :

- Sensibiliser le grand public, les professionnels et les scolaires à la problématique des déchets marins.
- Soutenir des actions en lien avec la lutte contre les déchets marins.

La charte de la Région sera utilisée comme support de mise en œuvre.

ACTION 14 : Adhésion à la charte Régionale Zéro déchet plastique

La Métropole a adopté la charte régionale « sud zéro déchet plastique » et la charte nationale « plage sans déchet plastique » en Conseil Métropolitain le 28 juin 2022. Plusieurs communes du territoire sont également engagées : Toulon, La Seyne, La Garde, Ollioules, La Valette et Saint Mandrier. La Métropole animera le réseau local des signataires afin de partager les expériences de chacun et programmer des actions communes.

Une action en ce sens est inscrite au nouveau Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Iles d'Or 2023-2027, axe relatif à la réduction des déchets dans les milieux naturels, au sein du 1^{er} enjeu « REDUCTION DES POLLUTIONS ».

4. SYNTHÈSE - ACTIONS OPÉRATIONNELLES AU SERVICE DE LA STRATÉGIE

ACTION 1 : Mise en œuvre actions 9 et 10 du PLPDMA – Lutte contre le gaspillage alimentaire des particuliers, des écoles des restaurants et des marchés forains.....	2
ACTION 2 : Comptacoût – Poursuivre la démarche, exploiter les résultats.....	2
ACTION 3 : Mise en place de la redevance spéciale.....	2
ACTION 4 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la stratégie métropolitaine de tri à la source des biodéchets et sa mise en œuvre	2
ACTION 5 : Mise en œuvre de l'action 8 du PLPDMA : « promouvoir et mettre en place des opérations de broyage des végétaux ».....	2
ACTION 6 : Mise en œuvre de l'action 6 du PLPDMA : « Organiser un service d'accompagnement au compostage individuel »	2
ACTION 7 : Mise en œuvre de l'action 7 du PLPDMA : « Organiser un service d'accompagnement au compostage collectif, partagé ou pédagogique »	2
ACTION 8 : Opération test de collecte des biodéchets en Points d'Apport Volontaires sur la commune de La Valette.....	2
ACTION 9 : Construction d'un pôle de réemploi et de valorisation des déchets à La Seyne-sur-mer....	2
ACTION 10 : Construction d'un pôle de valorisation et de réemploi au Pradet	2
ACTION 11 : Achat de broyeurs à déchets verts pour les pôles de valorisation	2
ACTION 12 : Rénovation et mise aux normes du pôle de valorisation de Hyères	2
ACTION 13 : Adhésion au Réseau des Ressourceries (RR) en 2023	2
ACTION 14 : Adhésion à la charte Régionale Zéro déchet plastique.....	2

Référents TPM :

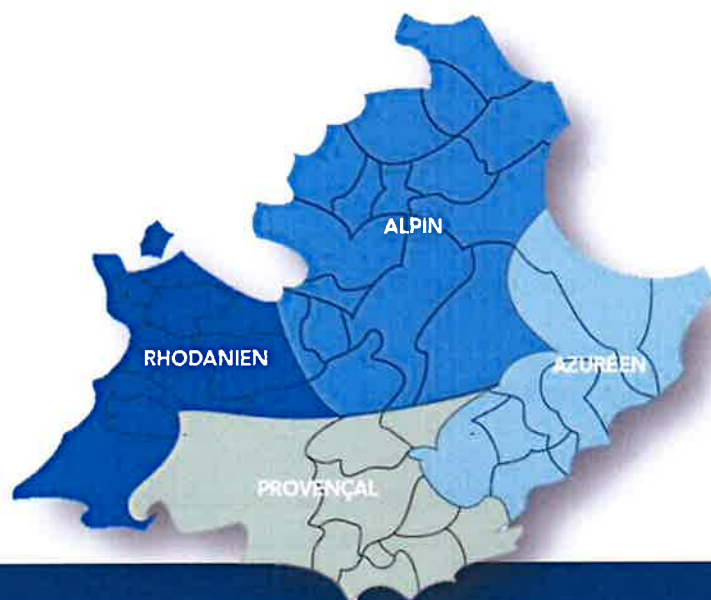
- **Catherine MARQUET** : Chargée de mission Planification et Ingénierie, Tel : 04 94 05 35 33, cmarquet@metropoletpm.fr
- **Damien Di Giorgio** : Directeur adjoint de la gestion des déchets et du cadre de vie, Tél: Mob:

Référents Région :

- **Olivier GAIRALDI**, Chargé de mission déchets et économie circulaire, ogairaldi@maregionsud.fr
- **Marion TOURNIAIRE**, Chargée de mission déchets et économie circulaire, mtourniaire@maregionsud.fr

**RÉGION
SUD**
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR





Prévention,
Tri des déchets et
Economie Circulaire
CONTRAT D'OBJECTIFS



Contrat d'objectifs

Prévention, Tri des déchets et Economie Circulaire

Entre La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par le Président du Conseil Régional,
Renaud MUSELIER, dûment habilité par la délibération
n° du

Ci-après dénommée la Région

D'une part,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dont le siège est situé 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représenté(e) par son représentant, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée la Collectivité

Il est convenu ce qui suit :

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'environnement ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- VU la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- VU la délibération n°17-1107 du 15 décembre 2017 du Conseil régional approuvant le Plan climat « Une COP d'avance » de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU la délibération n°19-336 du 26 juin 2019 approuvant le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- VU la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional approuvant le projet de Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires après consultation et enquête publique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur intégrant le volet prévention et gestion des déchets et économie circulaire ;
- VU le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU la délibération n° 20-451 du 9 octobre 2020 du Conseil régional approuvant la stratégie régionale et de nouveaux dispositifs d'accompagnement en vue d'une autonomie des bassins de vie en matière de gestion des déchets ;



PREAMBULE

La transformation d'un modèle économique linéaire (produire – consommer – jeter) à un modèle économique circulaire est au cœur des orientations de la planification régionale de prévention et de gestion des déchets adoptée dans le cadre du SRADDET le 15 octobre 2019.

La Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire renforce encore le rôle des Régions dans ce domaine, en leur conférant une compétence nouvelle : la Région assure désormais la coordination et l'animation des actions conduites par les différents acteurs en matière d'économie circulaire.

Si les quantités totales de déchets produits en région et le taux de valorisation global sont conformes aux indices nationaux, la planification régionale des déchets en région se distinguent de la situation nationale par :

L'importante quantité de Déchets d'Activités Economiques (dont ceux des administrations) collectées par les services publics ;

De faibles taux de valorisation matière des Déchets Ménagers et Assimilés (collectés par les services publics) et les Déchets des Activités Economiques (hors construction et non collectés par les services publics).

La planification régionale, adopté en 2019, fixe des objectifs quantitatifs pour rattraper ces retards et atteindre les ambitions nationales et européennes en matière de prévention, de réemploi et de valorisation. Elle identifie la nécessité de mieux différencier la gestion des déchets des activités économiques de celle des déchets des ménages et souligne les nombreux besoins d'équipements de valorisation matière, particulièrement pour les déchets organiques.

Dans cette perspective, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur propose la mise en œuvre d'une stratégie régionale et de nouveaux dispositifs d'accompagnement en vue d'une autonomie des bassins de vie en matière de gestion des déchets.

Dans ce cadre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté un nouveau cadre d'intervention, ambitieux, pour soutenir les mesures de prévention, de tri et de gestion des déchets portées par les Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétents en la matière (service public de prévention et de gestion des déchets).

Il est proposé aux collectivités qui sollicitent un soutien financier régional de signer un Contrat d'objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie Circulaire » les engageant dans une démarche globale de prévention et de gestion des déchets, objet du présent Contrat.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS « Prévention, Tri des déchets et Economie Circulaire »

Le Contrat d'Objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie Circulaire » a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la collectivité dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Les objectifs poursuivis sont la mise en œuvre effective des objectifs et des règles de la planification régionale des déchets intégrée au SRADDET en date du 15 octobre 2019.

Au titre de sa compétence de planification, mais aussi désormais depuis la Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, de coordination de l'animation régionale de l'économie circulaire (chef de Filât Economie circulaire), la Région accompagne les acteurs territoriaux à la déclinaison des objectifs de la planification régionale des déchets.

ARTICLE 2 – DUREE DU CONTRAT ET REVISION

Le Contrat d'objectifs est conclu pour une durée de 3 ans et prend effet à la date de notification par la Région.

Il prévoit une révision à mi-parcours, qui pourra faire l'objet d'un avenant afin de revoir les engagements pour l'avenir, de les réorienter en fonction de la maturité des politiques publiques, des évolutions législatives ou réglementaires.

ARTICLE 3 – REFERENCES DU CONTRAT : LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES

Le SRADDET, arrêté le 15 octobre 2019, propose une stratégie régionale pour l'aménagement durable du territoire à moyen et long terme (2030-2050). Ce document prescriptif de planification organise et met en cohérence des objectifs et des règles définis dans 11 domaines obligatoires et s'articule autour de trois lignes directrices. Il vise notamment une gestion de la consommation de l'espace plus rationnelle et économe, la mise en œuvre de la transition énergétique et écologique afin de préserver les générations à venir, le développement de l'écomobilité et de l'intermodalité, la reconquête et le renforcement des centralités et leur mise en réseau, la réduction de la production de déchets et le développement de l'économie circulaire.

Dans le fascicule des règles du SRADDET, trois règles ont été établies en matière de planification régionale des déchets afin de permettre aux acteurs compétents en matière de prévention et de gestion des déchets de spatialiser les besoins en équipements en fonction d'état des lieux territoriaux :

■ **Deux règles obligatoires :**

- Règle N°LD1-Obj25a : Elaborer des stratégies de prévention et de gestion des déchets (dangereux, non dangereux non inertes ou non dangereux inertes) et prévoir les équipements afférents en cohérence avec la planification régionale (Objectif 25 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme).

Les documents d'urbanisme et de planification devront figurer des stratégies territoriales et s'appuyer sur les fondements légaux et les obligations légales existantes. Les dossiers de demande d'autorisation d'exploiter déposés en Préfecture devront être élaborés en cohérence avec la planification régionale de prévention et de gestion des déchets (dangereux, non dangereux non inertes ou non dangereux inertes) présentée dans le SRADDET.

Ces éléments sont développés dans le chapitre « 3.4. Règles en matière de prévention et gestion des déchets - 3.4.1. Planification régionale en matière de prévention et gestion des déchets » dans le fascicule du SRADDET et sont opposables. Ainsi, toutes les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires sur le périmètre de la planification régionale devront être compatibles avec cette dernière.

- Règle N°LD1-Obj26 : Intégrer une stratégie territoriale en faveur de l'économie circulaire dans les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) en cohérence avec le Plan d'Action Régional et la feuille de route nationale.

Cette règle demande que les démarches de planification et d'urbanisme intègrent une stratégie en faveur de l'économie circulaire, construite au regard du SRADDET et de ses composantes et en cohérence avec le Plan d'action régional en faveur de l'économie circulaire (chapitre « 3.4. Règles en matière de prévention et gestion des déchets – 3.4.2. Plan d'action régional en faveur de l'économie circulaire » du projet de fascicule du SRADDET).

■ **Une règle spécifique :**

- Règle N°LD1-Obj25b : Orienter prioritairement les nouvelles implantations d'équipements de prévention et de gestion des déchets vers des friches industrielles ou des terrains dégradés, dans le respect des principes de proximité et d'autosuffisance.

Il est attendu que les stratégies de prévention et de gestion des déchets soient illustrées d'analyse spatialisée.

Le schéma propose une organisation en quatre bassins de vie (alpin, rhodanien, provençal et azuréen) afin de prendre en compte les spécificités de nos territoires. Il s'agira désormais de décliner les objectifs du SRADDET dans les territoires de projets et de développer des dynamiques de coopération au sein et entre chaque bassin de vie.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DE LA COLLECTIVITE

Afin de mettre en œuvre les orientations du SRADDET et de respecter les objectifs de la planification régionale des déchets, la collectivité s'engage à :

Axe 1 : Elaborer une stratégie globale de prévention et de gestion des déchets en cohérence avec la planification régionale et visant progressivement l'atteinte des objectifs prioritaires suivants :

- Adopter un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés conforme au décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 d'ici fin 2021 ;
- Disposer d'une connaissance parfaite des coûts en 2022 via l'application «comptacoût ® » (accompagnement proposé par l'ADEME) ;
- Définir une stratégie de collecte et de traitement pour une prise en charge différenciée des déchets des activités économiques assimilés aux déchets des ménages ;
- Généraliser la redevance spéciale pour les entreprises à l'horizon 2022 ;
- Définir une stratégie pour le déploiement de la tarification incitative pour faire évoluer les comportements des usagers (ménages, entreprises, ...) et mettre en œuvre des territoires d'expérimentation ;
- Généraliser le tri à la source les biodéchets alimentaires (ménages et gros producteurs) dès 2024 ;
- Augmenter les quantités de déchets d'emballages ménagers triés et atteindre les performances nationales 2015 de collectes séparées des emballages par typologie d'habitat.

Axe 2 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme et leur programmation budgétaire répondant à l'axe 1.

Axe 3 : Adhérer au minimum à un des différents réseaux régionaux de prévention régionaux : Compost Plus, Remed Zéro déchets plastiques en Méditerranée, Réseau des Ressourceries, Réseau de lutte contre le Gaspillage alimentaire....

Axe 4 : Adhérer à la Charte Zéro déchet plastique régionale.

ARTICLE 5 – NATURE DE L'AIDE ATTRIBUEE

Dans le cadre du contrat d'objectifs, la Région pourra :

- Apporter un soutien financier aux stratégies et programmations d'équipements et de dynamiques, sur la base du cadre d'intervention régional adopté en séance plénière du 9 octobre 2020 ;
- Apporter un soutien au financement des postes de chargés de mission « prévention » pour la mise en place de Plans locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés dans les EPCI durant 18 mois (selon la taille des EPCI) ainsi qu'au financement des plans d'action Prévention et Tri intégrant les stratégies de gestion des biodéchets et des déchets des activités économiques ;
- Proposer un accompagnement renforcé dans le cadre des dispositifs régionaux d'animation et d'ingénierie sur les priorités que sont :
 - La prévention et le tri des déchets ;
 - Les formations et ateliers de travail (parcours découverte pour les élus, ateliers thématiques...) ;

- La différenciation des flux de déchets des activités économiques ;
- La tarification incitative ;
- La gestion des matières organiques (biodéchets et déchets verts) ;
- La lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- L'incitation à l'adhésion au modèle de tarification incitative ;
- La lutte contre les déchets sauvages et le plastique dans les milieux naturels.

ARTICLE 6 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES

Le versement des aides régionales est soumis :

- au règlement financier de la Région en vigueur ;
- aux critères définis dans le cadre d'intervention régional pour la prévention, le tri et la gestion des déchets en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans la limite des crédits disponibles ;
- au suivi annuel des indicateurs définis par les stratégies territoriales mises en place par la collectivité en cohérence avec les objectifs du SRADDET et de la réglementation nationale en partenariat avec l'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire (voir article 8).

ARTICLE 7 – MODALITES DE SUIVI ET PILOTAGE TECHNIQUE DU CONTRAT D'OBJECTIFS

Afin de suivre le bon déroulement du projet, un Comité de pilotage sera créé réunissant notamment les représentants du Conseil régional et les représentants de la collectivité.

Le Comité de pilotage se réunira une fois par an à une date choisie d'un commun accord entre les parties. Ce Comité pourra inviter d'autres personnes après accord de ses membres.

Ce Comité a pour mission:-

- de s'assurer du bon déroulement des actions engagées ;
- d'établir le suivi financier du contrat ;
- de procéder au bilan quantitatif et qualitatif et à l'évaluation des actions au terme de l'année en cours ;
- d'approuver le contenu des actions inscrites au titre du partenariat pour l'année suivante.

ARTICLE 8 – EVALUATION

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la planification régionale des déchets, la Région a formalisé en partenariat avec l'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire une feuille de route adaptée à chaque Collectivité.

Il est attendu, dans le cadre de l'évaluation annuelle du contrat d'objectifs, une actualisation et une évaluation des grands indicateurs de cette feuille de route.

ARTICLE 9 – MODALITES DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de ce contrat, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.



Fait à Marseille, le
en deux exemplaires,

Le Représentant de la Collectivité

Le Président du Conseil régional,

Nom :

Renaud MUSELIER

Qualité :



